

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Majoration 100 %.

Appel aux Communistes

L'opposition communiste de Lyon, en réponse au dernier mauvais coup de la Direction du Parti, lance ici un Appel à tous les communistes et invite les derniers révolutionnaires du Parti à s'y rallier.

Camarades !

Dans la situation où se trouve aujourd'hui notre Parti, nous estimons indispensable de faire appel à tous les camarades qui ne sont pas encore — après une période de dix-huit mois de démagogie insensée — fanatisés et réfractaires à tout raisonnement.

Accusés de tous les crimes, calomniés, vilipendés, nous avons, pendant longtemps, pensé que l'intérêt du Parti nous commandait le silence ; nous espérons que la vérité serait rétablie par la force des événements et que le Parti trompé, retrouvant sa voie, chasserait les mauvais bergers.

L'expérience a malheureusement montré que les méthodes mises en honneur depuis la soi-disant bolchévisation ont émoussé les facultés critiques des adhérents et pratiquement détruit l'esprit d'analyse, le plus élémentaire souci de compréhension.

La crise survenue dans le Parti russe, il y a deux ans, servit de prétexte à des hommes condamnés par le Congrès de Lyon pour revenir à la surface. Depuis que la coterie actuellement dirigeante s'est installée à la Direction du Parti, nous avons assisté à un douloureux spectacle de notre Parti détruit un peu plus chaque jour par la démagogie, les erreurs et les inconséquences d'une poignée de politiciens incapables et sans scrupules.

Les moyens les plus bas ont servi à réduire à l'impuissance les camarades honnêtes qui pensent que communisme ne signifie pas mécanisme, absence de pensée, de discussion, de compréhension, ne signifie pas mainmise absolue de l'appareil sur le Parti, pour des fins inavouables.

Le statut du Parti est pratiquement annihilé. Les assemblées régulières n'existent plus. Les fonctionnaires et les suiveurs, soigneusement triés sur le volet, composent les assemblées délibérantes. La voix des camarades du rang ne peut plus se faire jour. Les méthodes

d'information ne reposent plus sur rien de sérieux et ne présentent aucune garantie d'objectivité. L'Humanité, par son attitude fractionnelle, est un scandale permanent. La direction et l'appareil sont hors de tout contrôle du Parti. Les fonctionnaires ne sont que des instruments dociles et parfois inconscients entre les mains de la coterie régnante.

La base du Parti a été transformée sans souci des difficultés d'application, et sans tenir aucun compte de la situation en France. Le Parti a été émietté, les cellules constituées hâtivement et sans méthode, leur activité réduite à peu de chose.

Des mots d'ordre démagogiques et inopportuns ont tenu lieu d'action. Les camarades qui se sont levés pour faire entendre quelque parole de raison ont été insultés, discrédités ou exclus.

Un appareil omnipotent, disposant d'argent à volonté, a permis à la direction de se maintenir et de poursuivre son travail de désagrégation.

L'influence du Parti sur les masses, dans une situation politique et économique pourtant favorable à son développement, est allé décroissant, comme l'ont montré le résultat des dernières consultations électorales, et surtout l'échec (inavoué par la Direction) de la grève de vingt-quatre heures.

Dans de telles circonstances, alors que les tribunes du Parti lui étaient fermées, alors que des manœuvres tendaient à la discréditer et à la bâillonner, en exploitant la bonne foi des camarades du rang et l'inexpérience politique des camarades nouveaux venus dans le Parti, que restait-il à faire à l'Opposition ?

Lasse d'attendre un revirement qui ne se produisait pas, elle a salué la résurrection du Bulletin Communiste avec joie. Dans l'état d'apathie intellectuelle du Parti français, alors que les méthodes d'information de l'Humanité et des Cahiers du Bolchevisme sont scandaleuses et ne servent qu'à augmenter le désarroi, nos camarades ont pensé que cet organe était le moyen de remonter le courant et d'ouvrir les yeux au Parti trompé. Le refus de la Direction, formel ou voilé, de donner la liberté d'expression à la soi-disant droite, les a déter-

minés à donner leur collaboration au Bulletin Communiste. Quelques-uns ont aussi collaboré à la Révolution prolétarienne. Il était fatal que, réduite au silence dans le Parti, l'Opposition communiste se servit des organes créés en dehors du Parti par des camarades qui, à ses yeux, n'ont pas démerité et ont été victimes de scandaleuses mesures d'exclusion.

Pour ce crime, nos camarades sont, à leur tour menacés d'être exclus !

L'offensive nouvelle contre la soi-disant droite procède de deux causes :

D'une part, la Direction, accablée sous le poids de ses fautes, a besoin d'un dérivatif. Elle le trouve en pourfendant la pseudo-droite.

D'autre part, les arguments mis en avant par l'Opposition sont un tel sujet de crainte pour les mégalomanes de la Direction qu'ils jugent indispensable de mettre nos camarades hors du Parti, de crainte de voir grandir leur influence.

Les soussignés protestent énergiquement contre cette nouvelle incartade des pseudo-bolchevisateurs.

Ils demandent que le droit de libre expression soit rétabli dans le Parti ;

que le centralisme oligarchique qui a régné jusqu'à ce jour fasse place au centralisme démocratique, indispensable à la vitalité du Parti ;

que les méthodes déloyales mises en honneur dans le Parti soient reprouvées et cessent aussitôt ;

qu'un Congrès national, succédant à une période de large discussion, soit appelé à déterminer la ligne politique du Parti, en accord avec V. C., et à renouveler la Direction en prescrivant, en ce qui concerne l'appareil, toutes les mesures jugées utiles par le Congrès. La représentation au Congrès national devrait être réellement une représentation élue par la base.

Faute de ces mesures primordiales, le Parti est voué à la mort lente et à la perte du peu d'influence qui lui reste, dans une situation économique et politique où cependant il devrait jouer un rôle important.

Les soussignés, dont la foi communiste subsiste à travers les événements douloureux que subit le Parti, font appel à tout ce que le Parti contient encore d'éléments sains, raisonnables et clairvoyants, pour se ranger de leur côté, en dépit des insultes et des manœuvres, et mener la bataille pour le redressement indispensable à notre Parti.

Bornat — Bouillot — Bussière —
Debut — Dognin — Garnier —
Gosset-Holh — Berthe Joly —
— P. Moulin — Jeanne Moulin
— Peju — Souzy — Villon —
— Tony.

Les signataires se déclarent, en outre, solidaires de la « Réponse à la Lettre Ouverte » publiée par l'Opposition communiste.

Où va l'Angleterre ?

La question des destins de l'Angleterre préoccupe tous les révolutionnaires dignes de ce nom. Il y aura bientôt un an que Trotsky a écrit un excellent ouvrage : Où va l'Angleterre ? sur lequel la bureaucratie de l'Internationale a fait la conspiration du silence. Dans la Révolution prolétarienne, Robert Louzon, traitant certains côtés du problème, arrivait aux conclusions mêmes de Trotsky. Nous avons publié ici, sous le pseudonyme de NEMO, un article d'un vif intérêt comme contribution à l'étude de la question. Cet article a incité notre camarade Augustin Hamon, le plus à gauche des socialistes et certainement le plus cultivé en matière de choses d'Angleterre, à nous faire part de son opinion dans une lettre que nous publions ci-dessous :

J'ai lu l'article de Nemo sur le communisme en Angleterre.

Il est très bien, très exact. Il exprime, pour moi, vraiment ce qui est en réalité. 1926 verra de grandes choses en Angleterre ; vous en serez témoin.

Le communisme en Angleterre, en tant que Parti et doctrine, est destiné à rester une quantité négligeable pendant de longues années encore. Mais c'est et ce sera un ferment puissant.

Il me rappelle le syndicalisme anglais d'il y a trente ans, avec Tom Mann, l'anarchisme communiste de la même époque, avec Kropotkine. Ils furent des ferments. Sans eux, il n'y aurait pas l'aile gauche actuelle du Labour Party : Cook, Lansbury, etc.

Nemo connaît à fond son Travailisme, et comme il a l'esprit scientifique, donc objectif, il expose bien la situation.

Entre des leaders comme Cook et J. H. Thomas, il y a des leaders réformistes, nombreux, qui ne sont pas ancrés dans la politique d'accord à tout prix avec le patronat.

Il y a des réformistes de bonne foi, qui, rapidement, peuvent se muer en des leaders très exigeants de nombreuses et multiples réformes, par exemple : les « religieux », dont parle Nemo, et certains Fabiens.

L'écueil est la lenteur intellectuelle de tous ces gens ; écueil qui a aussi ses avantages, car une fois qu'ils auront compris, ils ne reculeront pas et maintiendront leurs décisions, mais toujours en temporisant.

Nemo aurait dû compléter son exposé par un passage sur l'influence religieuse dans le mouvement d'éclaircissement des masses et d'affranchissement économique d'icelles ; et aussi sur cette influence sur les capitalistes, les obligeant à des compromis.

Comme le dit Nemo : il y a plus d'unique en Grande-Bretagne que partout ailleurs. Et c'est une des raisons pour lesquelles 1926 verra une révolution, peut-être non sanglante, et simplement parlementaire : le glas du capitalisme britannique sonne.

A. Hamon.

280 Militants Communistes proclament la vérité sur le « désastre » du Parti et dénoncent la « dictature intolérable » d'une vraie coterie de « mégalomanes »

Il n'est plus possible de dissimuler la situation catastrophique du mouvement communiste français, saboté avec acharnement par une coterie de politiciens malfaisants que le Parti n'a jamais élus et qui ont été mécaniquement imposés à la Direction du Parti par une politique et par des hommes que le 14^e Congrès du Parti communiste russe vient de condamner.

Cette coterie, dont on ne trouve pas l'équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier français quant à la médiocrité et à la nocivité, et qui ne réussit à se distinguer que dans l'odieux et le grotesque, pousse l'inconscience jusqu'à raconter des fables sur la fécondité de sa besogne aux adhérents du Parti, pourtant bien placés pour constater le vide autour d'eux, et jusqu'à s'en conter à elle-même.

On imagine avec quel cynisme elle peut se permettre de tromper l'Internationale sur son beau travail et ses résultats.

Mais la vérité, que la *Révolution prolétarienne* et le *Bulletin Communiste* ont été longtemps seuls à dire, est maintenant proclamée par un nombre important de militants du Parti et des syndicats dont les dirigeants pseudo-léninistes essaient en vain de couvrir la voix.

Ces camarades, parmi lesquels se trouvent une cinquantaine de représentants responsables des organisations syndicales, et qui sont dans leur très grande majorité des ouvriers connus pour leur activité militante, ont envoyé à l'Exécutif de l'Internationale une lettre, déjà revêtue de 280 signatures, dans laquelle ils révèlent la situation véritable du Parti — « le désastre », disent-ils, — dénoncent la « dictature intolérable » de la coterie qui a saccagé notre Parti, et déclarent tout net que si on laisse « procéder à de nouvelles exclusions, un déjot général va s'emparer de tout ce qui raisonne et pense dans le Parti, et nous irons tout droit à la liquidation totale du Parti communiste français ».

Le *Bulletin Communiste* n'a jamais dit autre chose. Les méprisables injures dont les destructeurs du Parti l'ont honoré n'y changeront rien.

L'opposition, qui gagne tout ce qu'il reste de propre et de conscient dans le Parti, a réclamé la publication de ce document dans les organes communistes officiels. Conformément à sa tradition, la coterie dirigeante a refusé

de faire connaître à l'opinion ouvrière et communiste le point de vue de ses contradicteurs. Il est tellement plus facile d'étouffer la voix de la critique et de couvrir d'ordures les opposants !

Devant cette attitude insupportable, les signataires de la lettre à l'Internationale ont résolu d'informer les restes du Parti par leurs propres moyens, ont imprimé et commencé la distribution du document révélateur. Celui-ci tombe donc dans le domaine public, mais malheureusement un peu tard, après avoir perdu de son intérêt.

Nous en reproduisons ici quelques passages significatifs.

♦♦

Après avoir constaté que la Direction du Parti trompe systématiquement l'Internationale et le Parti, la lettre s'exprime ainsi :

« On vous raconte que, depuis la soi-disant « bolchevisation » du Parti, le communisme a acquis une influence puissante sur les masses et que les ouvriers approuvent et suivent nos mots d'ordre avec enthousiasme. C'EST FAUX. Non seulement nous ne progressons pas, MAIS NOUS NE PIETINONS PAS MEME SUR PLACE, NOUS SOMMES EN PLEINE REGRESSION. Et cela, au moment où les circonstances politiques et économiques sont pleinement favorables à la diffusion de nos idées, à la propagation de notre doctrine. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

« En dépit des prédictions les plus optimistes, nous avons subi des échecs cuisants, qui ont surabondamment prouvé que NOTRE INFLUENCE sur le monde du travail EST TOUTE DE SURFACE. »

« La Direction du Parti, en présence du fiasco de sa politique DE BLUFF ET D'INTIMIDATION, essaie aujourd'hui de diminuer, aux yeux des militants, LE DESASTRE dont elle est responsable. Elle se répand en explications filandreuses, ergote, n'avoue qu'une faible partie du mal, supprime des remèdes et n'arrive ainsi qu'à démontrer son manque de sens politique et son inaptitude à conduire un grand Parti. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

« Nous avons hésité pendant longtemps à intervenir, parce que nous espérions que,

devant la leçon des faits, nos dirigeants finiraient par renoncer à des méthodes d'action déplorables, à un **AUTORITARISME MESQUIN**, sentiraient la nécessité d'enrayer le mal dont le Parti **EST MENACÉ DE MOURIR**.

« C'était trop espérer de ceux qui, isolés dans leurs bureaux, agissent sans jamais consulter personne et exercent sur la masse des militants, au nom de l'Internationale, **UNE DICTATURE INTOLERABLE** qui finit par **ECOEURER** les plus dévoués de nos partisans.

« Aujourd'hui, nous vous crions : « Casse-cou ! » Quelques camarades courageux ont osé se dresser contre **LES MEGALOMANES** du Bureau Politique et du Comité Central qu'on ne subit que par respect pour l'Internationale Communiste, et qui, sans cela, seraient balayés comme des fétus de paille. **L'Opposition a, derrière elle, des camarades beaucoup plus nombreux qu'on ne croit et qui n'ont gardé le silence, jusqu'à présent, que par discipline. Si vous laissez procéder à de nouvelles exclusions, UN DEGOUT GENERAL va s'emparer de tout ce qui raisonne et pense dans le Parti, et nous irons tout droit A LA LIQUIDATION TOTALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.** »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

La lettre traite ensuite de la... bolchévisation organisatrice. La désorganisation du Parti en pseudo-cellules n'a eu pour les saboteurs léninistes qu'un but :

« Ils sentaient là, en effet, l'occasion de masquer leur incapacité et d'asseoir, à la faveur du désarroi qui accompagne toujours les brusques changements, leur dictature personnelle. »

Suit un rappel des procédés d'irresponsables employés pour bolchéviser organisationnellement, où l'on retrouve les constatations et observations présentées ici-même par Hairius, Souzy, Barat, Gourget, Péju, etc. Le résultat de ce beau travail ?

« Nous ne pouvons donner aucun chiffre, même approximatif, sur les effectifs du Parti. A la dernière Conférence Nationale — conférence presque entièrement composée de fonctionnaires — on s'est bien gardé de donner la moindre précision à ce sujet. Il est probable, d'ailleurs, que personne ne sait au juste à quoi s'en tenir. Mais ce qui est certain, c'est que les effectifs du Parti ont fondu « comme « beurre en poêle ».

« L'article du camarade Gourget, publié dans *l'Humanité* du 13 octobre, et auquel nous vous demandons de vous reporter, donne une idée absolument exacte de la situation du Parti dans la région parisienne, celle qu'on cite toujours en exemple, à cause des résultats admirables (?) qu'on y aurait obtenus. En province, la situation est pire. Au cours de nombreuses tournées de propagande que certains d'entre nous ont faites aux quatre coins de la France, ils n'ont trouvé que **DES CELLULES SANS VIE** et **DES RAYONS SQUELETTI-**

QUES, dont l'action est absolument factice et L'INFLUENCE NULLE. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

La lettre donne ensuite une série d'exemples illustrant l'état catastrophique du Parti. Parmi les signataires, il se trouve onze députés qui ont parcouru le pays et ont partout constaté une « situation lamentable ».

« **LA FAILLITE DES CELLULES D'USINE EST A PEU PRES GENERALE.** Une statistique sincère des membres du Parti appartenant aux cellules comme ouvriers de l'entreprise et non comme « rattachés » serait à cet égard des plus édifiantes... »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

Il est question ensuite de « l'appareil » du Parti et de la corruption qui y fait des ravages. Cet appareil est jugé, et bien jugé.

« **Expression directe d'un Bureau Politique omnipotent, il est au service non du Parti, mais d'une fraction. Un NEPOTISME EHONTE a présidé à sa formation, entraînant UN GASPILLAGE D'ARGENT FORMIDABLE. Pour devenir secrétaire, dactylographe, propagandiste, instructeur, point n'est besoin d'avoir des aptitudes ni de connaître la doctrine. Il suffit « d'être dans la ligne », d'aller par le pays en chantant les louanges du Comité Central et de livrer bataille à tous ceux qui ne marchent pas au pas ou n'observent pas le silence dans le rang.** »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

« Mais, malgré l'« appareil », ou plutôt à cause de lui, il est hors de doute que la machine fonctionne mal et ne rend pas. On en conclut qu'il faut augmenter le personnel de catéchumènes existant et, par conséquent, engager de nouvelles dépenses aussi inutiles qu'insupportables.

« On ne saurait pousser plus loin l'aberration. Pourtant, la vérité saute aux yeux. Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti. Affirmer le contraire, c'est méconnaître l'économie générale du pays et l'organisation des grands Etats capitalistes modernes, c'est se leurrer sur le rapport des forces sociales en présence, c'est entraîner le Parti vers sa liquidation rapide et totale. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

Les auteurs de la lettre décrivent alors la vie et la mort des cellules : nous reproduirons ce passage dans notre « enquête sur l'organisation », dont il confirme pleinement les résultats acquis jusqu'à présent.

« Pour sauver le Parti, il faut renoncer délibérément aux méthodes employées depuis un an. Le Comité Central propose, outre le développement de l'appareil, la création de « cellules de rues » et de « sous-rayons ». Au diable toutes ces complications !

« Car, ces complications, loin de remédier au mal, l'aggravent.

« Nous n'avons pas la prétention, dans cette lettre, d'examiner en détail la question de l'organisation du Parti. Nous nous bornerons à dire que, sans supprimer les cellules d'usines, en s'efforçant, au contraire, de les multiplier, **IL FAUT REVENIR SANS RETARD A LA SECTION COMME BASE ORGANIQUE DU PARTI.** »

« Il faut assurer le jeu du véritable centralisme démocratique, rendre la parole au Parti et en finir avec la politique personnelle. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

La lettre souligne ensuite « l'incapacité politique de la direction ».

« Sous l'étendard du communisme, cette Direction n'a fait en réalité **QUE RESSUSCITER L'HERVEISME**, condamné depuis longtemps par l'immense majorité des ouvriers français. **LA DEMAGOGIE GROSSIERE, L'OUTRANCE VERBALE, LE BLUFF** ont constitué en toutes circonstances le fond de sa politique. De telles méthodes donnent nécessairement leurs fruits. Ceux que le Parti a déjà recueillis sont amers. »

C'est précisément ce que le *Bulletin Communiste* a toujours dit.

Suit une allusion à notre défaite aux dernières élections municipales.

« Le Comité Central s'était targué d'un succès certain aux élections municipales et cantonales. Il devait entourer Paris d'une « ceinture rouge » de municipalités « bolchévistes ». Le résultat a été piteux. Le 3 mai 1925, au premier tour de scrutin, le Parti, irrémédiablement battu en province, perd, dans la région parisienne 30 % des voix qu'il avait obtenues le 11 mai de l'année précédente aux élections législatives. Pour éviter le désastre au second tour, le Comité Central est contraint de quémander les voix des socialistes et des radicaux, qualifiés, la veille encore, de « fascistes », dans un manifeste qui est un désaveu de toute son attitude passée. »

C'est ce que le *Bulletin Communiste* n'a cessé de constater.

« Ce fut un désarroi complet que couronna un échec dont l'éclat ne fut dépassé que par celui des élections cantonales, deux mois plus tard. »

Grâce à la politique scélérate du Bloc des gauches aux colonies et à la lâcheté des socialistes, on pouvait se rattraper dans une sérieuse campagne d'opposition à la guerre du Maroc. Mais, là encore, la clique des bureaucrates parasites et corrompus, des mégalo-manes, des irresponsables de la Direction a tout gâché, tout saboté.

« La plupart d'entre nous ont été acteurs ou témoins des fameux « Congrès ouvriers et paysans ». Nous savons donc à quoi nous en tenir sur leur importance : on y a fait beaucoup de bruit pour peu de besogne. **CES CONGRES ONT ETE UN BLUFF ET RIEN DE PLUS.** Les délégués ne représentaient qu'une infime partie de la population ouvrière de cha-

que exploitation, ce qui n'a pas empêché pourtant la Direction de clamer qu'elle avait derrière elle « des millions d'ouvriers ».

« Malheureusement, la Direction a été prise dans l'engrenage de son propre bluff. Quand on prétend avoir derrière soi des millions d'ouvriers, on ne peut rester inactif. Ainsi fut décidée la grève générale de vingt-quatre heures du 12 octobre.

« **EH BIEN ! NOUS LE DECLARONS NETTEMENT : CETTE GREVE « GENERALE » A ETE UN FISCO LAMENTABLE, UNE VERITABLE DEFAITE POUR LE PROLETARIAT ET POUR LE PARTI.** »

C'est ce que le *Bulletin Communiste* a dit, s'appuyant, d'ailleurs, sur le témoignage de l'organe soviétique de Paris (*Le Messager de Paris*), dont il serait téméraire de suspecter la tendance. Et c'est ce qui nous a valu tant de méprisables injures.

« Ceci n'empêche pas le Bureau Politique de colporter partout que plus d'un million d'ouvriers ont suivi, le 12 octobre, le mot d'ordre du Comité d'action. Au lieu de faire, en marxistes, la critique des opérations et de dresser le bilan des fautes commises, pour ne plus les recommencer, on persévère dans le bluff. Est-ce ainsi qu'on dirige un parti et qu'on acquiert la confiance des masses ? Celles-ci, de même que la bourgeoisie et le gouvernement, savent à quoi s'en tenir sur notre faiblesse. Dans nos rangs même, l'effet moral de la journée du 12 octobre a été désastreux. »

C'est ce que, au *Bulletin Communiste*, nous avons déjà fait remarquer.

La clique des léninistes de 1925 a également saboté l'unité syndicale :

« Nous nous bornerons donc à mentionner, sans nous y arrêter, l'échec complet de la campagne pour l'unité syndicale. La responsabilité de cet échec retombe tout entière sur les dirigeants du Parti et de la C. G. T. U. »

Au *Bulletin Communiste*, nous n'avons pas dit autre chose.

Et l'évacuation de l'Alsace-Lorraine, cette récente trouvaille du *minus habens*, que notre collaborateur Nicolas Moreau appelait justement l'Energumène en chef ?

« Nous tenons, par exemple, à signaler que le mot d'ordre — absolument irréfléchi — de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine ne peut avoir pour effet que de nous isoler davantage. Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence ou le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? Jusqu'ici, le mot d'ordre de l'évacuation n'a eu qu'un résultat : il a fait échouer en Alsace le front unique contre la guerre marocaine, qui était sur le point de se réaliser. »

Le *Bulletin Communiste* n'a pas commis d'autre crime que de dire tout cela.

La lettre se termine sur un appel à l'Exécutif pour le rétablissement véritable de la démocratie ouvrière dans le Parti, — que le *Bulletin Communiste* n'a cessé de réclamer.

Près de deux cent quatre-vingts signatures

donnent à cette lettre un poids exceptionnel. A remarquer que le document n'a pas encore circulé dans le Parti. Maintenant qu'il est public, nul doute que de nombreux camarades, muets jusqu'ici, parce qu'ils se croyaient isolés, ne manifestent leur approbation.

Voici la liste des signataires :

AUFRAY, *cheminot, député de la Seine, maire de Clichy* ; ANSELME (Lyon) ; ADAM, *gazier, député de la Seine* ; ARBOS (Lyon) ; ALBRESPY (Paris) ; AUCOURTIER (Paris).

Henri BOVILLE, *secrétaire de la Fédération des Travailleurs de l'Alimentation, membre du Comité de rédaction de la « Vie Ouvrière »* ; BIZET, *cheminot, député de Seine-et-Oise* ; BOUR, *secrétaire de la Fédération des Ports et Docks* ; Marthe BIGOT, *secrétaire pédag. du Syndicat de l'Enseignement de la Seine* ; BARRA, *docker, député du Nord* ; BACHARD, *secrétaire 5^e région propagande Fédération des Métaux* ; BRUNEAU (Paris) ; BAGNOL (Paris) ; BAYRAL (Paris) ; BERTHIER, *bâtiment (Paris)* ; BASILAIRE (Rouen) ; BALDENSPERGER (Paul) ; BARBEVIERNE, *maître adjoint à Clichy* ; BARTEZ (Paul) ; BUCQUOYET, *Secrétaire de la Fédération de Seine-Inférieure de l'A. R. A. C.* ; BRUANT, *menuisier (Oissel)* ; BAROUX, *député de la Seine* ; BOUTIER, *textile (Rouen)* ; BERLINGAUD (Paris) ; BORUAT, *métallurgiste (Lyon)* ; BROUTIN, *trésorier du Bâtiment (Rouen)* ; BOISSEY, *boulangier (Clit-Quévilly)* ; Jeanne BANSART (Paris) ; BUSSIERE (Lyon) ; PRUHAT (Paris) ; BARRIE (Paris) ; A. BUREAU (Paris) ; HÉLÈNE BANTEMS (Paris) ; Louis BOUCHON, *cheminot (Paris)* ; Marguerite BOUCHON, *cartonnière (Paris)* ; LA-TAILLE, *bâtiment (Tourcoing)* ; BAR (Roubaix) ; AMBEILIN (Paris) ; EUG. BELIN (Paris) ; Louise BELIN (Paris) ; BERTRAND, *métallurgiste (Paris)* ; BARRAT (Paris) ; BEHE, *secrétaire du Syndicat des Cimentiers (Paris)* ; POUJARD, *Commission exécutive 13^e région du Bâtiment (Paris)* ; BERTINETTO, *métallurgiste, Commission exécutive de la Fédération des Métaux (Paris)* ; BOLORE, *Produits chimiques (Paris)*.

CARUEL, *secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine-Inférieure* ; Fernande COUTEAU, *doreuse (Paris)* ; COCAGNE (Oissel) ; CASTEX, *chauffeur (Paris)* ; CALANDO, *secrétaire du Syndicat des Peintres (Rouen)* ; CORNILON, *métallurgiste (Paris)* ; CAUDAL, *menuisier (Oissel)* ; CHANFREAU, *postier (Paris)* ; CHERVEL, *monteur-électricien (Rouen)* ; COURANT, *trésorier du Syndicat de l'Alimentation (Paris)* ; CORDIER, *métallurgiste (Rouen)* ; COGNIOT (Paris) ; CHABERT, *cordonnier (Lyon)* ; CHAUVIN, *Travailleurs municipal (Paris)* ; Lucie COLLIARD (Bogève) ; CARLIER (Paris).

DELARUE, *secrétaire adjoint de l'Union des Syndicats du Nord* ; DESOBLIN, *cheminot, député du Nord* ; Blanche DELAHAYE, *secrétaire du Syndicat du Textile et Vêtement (Rouen)* ; DEBUT (Lyon) ; DECAUX, *boulangier (Colombes)* ; DELARUE, *secrétaire du Synd. Produits chimiques (Rouen)* ; DELATRE, *postier (Rouen)* ; DAVID (Paris) ; DUVAL, *Produits Chimiques (Le Haillme)* ; DUSSEAUX, *comptable (Rouen)* ; DELAHAYE, *peintre (Rouen)* ; DUBOIS (Paris) ; DESVOISSE (Paris) ; DELSOL, *secrétaire de la fraction communiste du Gaz (Paris)* ; DELOURME, *député du Nord (avec réserves)* ; André DIDIER (Paris) ; Henri DIDIER (Paris) ; Fernand DIDIER (Paris) ; Marie DIDIER (Paris) ; DOGUIN, *métallurgiste (Lyon)* ; Amédée DUNOIS (Paris) ; DEQUATRE, *tôlier (Paris)* ; DEPORTER (Roubaix) ; DOMOULIN (Roubaix) ; DUPUY, *serveuse (Paris)* ; DUC, *trésorier du Syndicat des Cimentiers (Paris)* ; DESSAY, *secrétaire adjoint du Syndicat des Cimentiers (Paris)* ; DUCET, *Bijou (Paris)* ; DURAND (Paris) ; DELARUE, *sculpteur sur bois (Paris)*.

ENGLER, *secrétaire de l'Union des Syndicats de*

Rouen ; FRANCK (Oissel) ; Lucien FRÉTIGNY, *électricien (Colombes)* ; L'ARGEOT (Paris) ; H. FULCONIS, *trésorier du Syndicat de l'Enseignement de la Seine* ; FIGEAC (Paris) ; FAUCHER, *manœuvre (Paris)* ; FRADIN, *menuisier (Paris)* ; FARAGNAT, *métallurgiste (Bondy)*.

Germaine GOUJON, *secrétaire générale du Textile de la région de Rouen* ; GRANDIN, *secrétaire du Syndicat de l'Alimentation (Paris)* ; GAUTIER, *cheminot, député de la Seine-Inférieure* ; GARSOT, *Commission exécutive de la Fédération syndicale des Cuirs et Peaux* ; GEFROY, *tôlier (Oissel)* ; André GUINCHAMP, *Bâtiment (Paris)* ; GARNIER, *métallurgiste (Lyon)* ; GRIALON, *secrétaire du Syndicat du Bâtiment de la Vallée de Cailly* ; GENILEZA, *secrétaire adjoint du Syndicat de la Métallurgie (Rouen)* ; GUILBERT, *secrétaire de l'A. R. A. C. de Rouen* ; GUYON, *fumiste (Rouen)* ; GAMARD, *postier (Rouen)* ; Louise GAUTIER, *ménagère (Oissel)* ; GUESDON, *cheminot (Sotteville)* ; GAIMOUIN, *cheminot (Saint-Etienne-du-Rouvray)* ; GAUTHERON (Rhône) ; GOURGET, *Commission exécutive de la Fédération syndicale du Bois (Paris)* ; GAYE, *Commission exécutive de la Fédération Syndicale des Métaux* ; Jeanne GAYE (Paris) ; GERMAIN (Paris) ; GUÉRIN, *chauffeur (Paris)*.

HENRIET, *vannier, député de la Seine* ; HOSTYN, *délégué régional, Fédération du Bâtiment (Nord)* ; HUIF, *postier (Rouen)* ; HASFELD (Paris) ; HEURTAUX, *conseiller général de la Seine (Clichy)* ; HENRY (Paris) ; HACHE (Paris) ; Roger HAIRIUS, *Conseil syndical de l'Enseignement de la Seine* ; HATTENBERGER (Paris) ; JOUIN, *maçon (Petit-Quévilly)* ; JOSEPH, *cheminot (Lyon)* ; Harold JORGENSEN (Paris) ; JOUVESHOMME, *secrétaire général du Syndicat de l'Enseignement de la Seine (Colombes)* ; René JOLY (Paris) ; Pierre KAAN (Paris).

Fernand LORIOT (Paris) ; LEBÈGUE, *secrétaire général de la Fédération des Sports* ; LEROUX, *secrétaire du Syndicat des Cheminots (Gisors)* ; Jean LAPORTE, *métallurgiste, député de la Seine (Colombes)* ; LACOSTE, *comptable (Saint-Maur)* ; LAMBERT, *Fédération des Produits chimiques (Paris)* ; LAJANDE, *secrétaire du Syndicat de la Marine fluviale (Rouen)* ; LE TROADEC, *touilleur (Saint-Maur)* ; LANCEN (Colombes) ; LAIR, *secrétaire du Syndicat des Monteurs en Chauffage (Rouen)* ; LEMOINE, *7^e Groupe régional des Métaux* ; LANGLOIS, *secrétaire du Syndicat des Marchands des quatre-saisons (Rouen)* ; LAZE, *Bâtiment (Rouen)* ; LENOIR, *secrétaire du Syndicat des Ajusteurs (Rouen)* ; LE GUEZ, *marin (Rouen)* ; LE PESQUEUR, *cheminot (Sotteville)* ; Henri LEBRET, *briquetier (Oissel)* ; LE BOUFFANT, *cheminot (Saint-Etienne-du-Rouvray)* ; LÉPINE (Paris) ; LEBRET, *ménagère (Oissel)* ; Th. LEMASSON, *Produits chimiques (Paris)* ; LEDUDAL, *cheminot (Gisors)* ; R. LAFON (Paul) ; Georges LAUZÉ (Paris) ; Louis LAUZÉ (Paris) ; Roger LAUZÉ (Paris) ; G. LEROY, *chauffeur (Paris)* ; LAMBERT, *Tramways (Fontaine-sur-Saône)* ; LACOSTE, *postier (Paris)* ; LEGENDARME, *délégué à la propagande du Syndicat des Cimentiers (Paris)* ; H. LEROY, *Alimentation (Paris)*.

MONNIOT, *secrétaire de l'Union des Syndicats de Douai* ; G. MULLER, *métallurgiste, député de la Seine (Saint-Maur)* ; G. MOUTIER, *métallurgiste (Bondy)* ; MADER (Paris) ; MARCHAND, *Comité de rayon de Rouen* ; MANACH, *secrétaire de la fraction du Spectacle (Paris)* ; P. MOULIN (Lyon) ; Jeanne MOULIN (Lyon) ; René MARTIN *mécanicien (Colombes)* ; Magdeleine MARX, *Commission centrale féminine (Paris)* ; MABO (Paris) ; A. MAHOUY, *chaudronnier (Paris)* ; MAHOUY, *serveuse (Paris)* ; MAILLAND, *chimiste (Paris)* ; MOREL (Paris) ; Eugène MOREAU (Paris) ; Louise MOREAU (Paris) ; Jeanne MAQUARRE (Paris) ; MAGNIEN, *Tramways (Fontaine-sur-Saône)* ; MULIER, *Bâtiment (Tourcoing)* ; MONTAGNE (Hautmont) ; MADRANGE (Paris) ;

MAUPIOU (Paris) ; Sarah MENANT (Paris) ; MAYOLET, miroitier (Paris) ; MAUROUARD (Paris).

Constant NESPOULOS, secrétaire général du Syndicat des Chauffeurs de Taxis (Paris) ; NAILE, conseiller municipal de Clichy ; NOËL (Paris).

PERIGNON, secrétaire du Syndicat des Cheminots de Solteville ; PREVOT, secrétaire du Syndicat des Métaux (Haulmont) ; Lucien PHILIPPE (Pau) ; PACRAUD (Rouen) ; PEJU employé (Lyon) ; M. PICHOREL, (Choisy-le-Roi) ; PORISON, trésorier du Syndicat des Menuisiers (Rouen) ; PERRAULT, peintre (Saint-Maur) ; PITTE, cheminot (Solteville) ; Maurice PAZ (Paris) ; PRUDHOMME, métallurgiste (Paris) ; PEEIERS (Paris) ; PIOVANO, cuisinier (Paris) ; PELLETIER, métallurgiste (Paris) ; Victorine PADY, postière (Paris) ; POLI comptable (Paris).

QUERE secrétaire de l'Union des Syndicats de la Charente ; QUIET, secrétaire de la section des locataires (Saint-Maur) ; QUIRE, ajusteur (Clichy) ; QUESNEL (Paris) ; Antoine RICHARD (Dax) ; Marcelle RICHARD (Dax) ; REMY (Paris) ; RENAIGNAC, peintre (Colombes) ; Simone RIBARD, Bijou (Paris) ; Jacques ROGER (Charente-Inférieure) ; RAGUER, Bijou (Paris) ; REIG (Paris) ; ROUX, métallurgiste (Paris) ; Marcel ROY, métallurgiste (Paris) ; RAHAUTE, Conseil Syndical des Cuivriers (Paris) ; ROUMEGUERE, Commission exécutive du Syndicat des Métaux de la région parisienne.

SALOMEZ, menuisier (Oissel) ; SENAC, Habillement (Paris) ; SAINT-JACOUES (Paris) ; SAESAC (Saint-Maur) ; SOUZY (Lyon) ; SEPREY, Tramways (Fontaine-sur-Saône) ; SCHAUB (Paris) ; SAUNIER (Lyon) ; TEXIER, décolleteur (Colombes) ; Lucien THOREL, postier (Rouen) ; André THOREL postier (Rouen) ; THIONVILLE charpentier en bois (Paris).

VAUCLIN, secrétaire du Syndicat des Boulangers (Rouen) ; VERBANOUE, métallurgiste (Tourenne) ; G. VILLENEUVE, maçon (Saint-Maur) ; VILLON (Lyon) ; VIARD, ajusteur (Ygenville, Eure) ; VIDALEINCO, métallurgiste (Paris).

WEBEL, electricien (Lyon) ; WEBER, secrétaire de l'Union des Syndicats de Maubeuge.

Une mise au point

À la suite de l'envoi de la lettre adressée à l'Internationale, la direction du Parti s'était flattée d'obtenir le désaveu d'un grand nombre de signataires dont prétendait-elle, la bonne foi avait été surprise. On devine que pour arriver, elle a dû procéder « PAR TOUS LES MOYENS »...

Le résultat a été nul.

Après quinze jours d'efforts, seuls deux signataires, Faranat et Billoquet, ont cédé aux instances de la Direction et ont remis leurs signatures dans des termes tels que ce n'est pas l'Opposition qui en est diminuée, mais bien Billoquet et Faranat eux-mêmes.

L'Opposition n'éprouve nul besoin de s'arrêter à de si vains faits ; elle se contente d'aligner, en face des deux rétractations, un certain nombre de nouvelles signatures :

COUETTE (Paris) ; COUETTE, postière (Paris) ; Georges GUILLOTTE (Paris) ; Léon MOREAU, chauffeur (Paris) ; Jean VACHER (Paris) ; Marcel MAULOT (Essonnes) ; MELIER (Paris) ; Léon RINGUET (Nord) ; Adam OLIDA (Nord) ; Marcel MONTAGNE (Nord) ; RENOT (Nord) ; Julien GRASSART (Nord) ; MOREAU (Loire-Inférieure) ; MEUNIER, secrétaire de la F.S.T. (Paris) ; POUSSIF, boulanger (Paris) ; DAGAND, marin (Oléron) ; GEORGEON marin (Oléron) ; RANSON cultivateur (Oléron) ; BEAUVAIS, ostréiculteur (Oléron) ; FRAIGNE, ostréiculteur (Oléron) ; GABORIAUD, marin (Oléron) ; Henri SUCHET (Paris).

14 janvier 1926.

Le problème syrien

Dans le n° 10 du *Bulletin*, nous avons annoncé un complément à notre article sur la Syrie, complément qui pouvait être justifié par le débat parlementaire du 20 décembre. Nous avons attendu depuis l'inévitable parution en brochure du discours de Doriot. Le débat lui-même n'apporte aucune infirmation à l'article précité, mais il dégage encore une fois la confusion qui règne à la direction de notre Parti.

Doriot ignore le front unique des impérialistes contre les désirs d'émancipation des peuples coloniaux, et il soutient, avec force contradictions, que la France veut une route des Indes, craint l'Angleterre en Syrie, etc. Toute son interpellation est construite sur un ouvrage d'un quelconque écrivain qui a fait grand cas des richesses de la Syrie, et il fait siennes ses affirmations que la Syrie est un pays de grande production à venir.

Puisque Doriot aime les citations, nous le renvoyons à un article de M. Henry de Korab qui, dans le *Matin*, démontre que la Syrie ne peut être un pays producteur et qui, en désespoir de cause, se rabat sur l'intérêt commercial que la Syrie peut offrir comme marché d'Orient.

Nous ajoutons pourtant que l'intérêt commercial est maigre et que les profits douaniers ne couvriront jamais les frais d'occupation ; qu'ils n'avantageront pas beaucoup les industries françaises, et que les véritables raisons de l'affaire syrienne sont politiques. Nous invitons MM. de Korab et Doriot à s'en référer aux statistiques d'importation et d'exportation du pays.

Et nous leur conseillons également de lire l'article de M. Louis Schwartz, publié dans la *Revue Diplomatique* de décembre dernier. Il y est dit notamment :

« C'est ainsi que la question de Mossoul se relie directement à celles que posent la révolte druse en Syrie, le mécontentement arabe en Palestine, l'implacable opposition de l'Égypte à la tutelle britannique, le malaise tunisien et surtout la guerre du Rif... »

« Nous aurions donc tort de nous réjouir des embarras que l'application de la sentence de Genève peut susciter à l'Angleterre. La politique musulmane de la France est solidaire — bon gré mal gré — de celle de la Grande-Bretagne. Le centre de la résistance druse n'est pas en Syrie mais en Égypte, et Abd-el-Krim y est célèbre comme un héros national dans les milieux les plus hostiles à la domination anglaise. »

« Si la presse britannique suit avec un intérêt si passionné les événements de Syrie et se montre si sévère pour les fautes commises par le général Sarrail, c'est qu'elle redoute les répercussions de nos échecs dans les régions voisines soumises au contrôle de l'Angleterre. Et l'Italie fait preuve d'un singulier aveuglement lorsqu'elle considère avec une satisfaction parfois insuffisamment dissimulée les manifestations que le parti destourien organise dans la Tunisie limitrophe de la Tripolitaine. »

Notre point de vue reste entier. La Turquie est le seul peuple musulman susceptible de traiter d'égal à égal avec les puissances impérialistes ; en vue de luttes possibles avec l'Europe, elle sera amenée à rechercher des alliés chez les musulmans d'Asie et les Nord-Africains opprimés ; c'est pourquoi l'impérialisme prépare son encerclement et veut consolider sa propre domination dans ses possessions coloniales.

Saint-Jacques.

Le XIV^e Congrès bolchevik

Quelques fortes paroles de Staline

Nous avons entrepris de donner ici un aperçu de la discussion du Congrès russe dont tous les camarades capables de lire et de réfléchir veulent bien nous dire que sans le *Bulletin* ils n'auraient pu se faire la moindre idée de la nouvelle crise qui vient de bouleverser les « sommets » du Parti russe. Nous entendons poursuivre ce travail jusqu'à ce que l'essentiel soit dit. Mais que le lecteur ne soit pas surpris de l'aspect décousu que présentera ce compte rendu : notre publication hebdomadaire nous oblige à rompre avec l'ordre chronologique des interventions pour exposer d'abord ce qui a le plus d'importance ou ce qui préoccupe davantage le lecteur. D'ailleurs, la discussion elle-même se caractérise à première vue par une absence complète de méthode, un désordre d'argumentation extrême ; les questions les plus étranges les unes aux autres se trouvent érudées sans rime ni raison, enchaînées arbitrairement, mélangées jusqu'à l'absurde. Capitalisme d'Etat, danger koulak, sous-estimation et sur-estimation de telle ou telle catégorie de paysans, effectifs du Parti, affaire Trotsky, participation aux bénéfices, etc., tout cela constitue ce que les Russes appellent une « salade Olivier » et que les Français nomment tout bonnement « salade russe ». Un compte rendu assujéti aux exigences de l'actualité ne peut donc manquer de refléter, dans une certaine mesure, cette... confusion des genres, comme disent les critiques dramatiques dans une expression qui s'applique fort justement à une opération où se juxtaposent la tragédie et la farce.

Nous avons réservé, et continuerons de réserver pour une étude spéciale les problèmes économiques controversés, afin d'exposer d'abord le conflit de prééminence qui oppose deux fractions des dirigeants. Le discours de conclusion de Staline jette une vive lumière sur les véritables causes de ce conflit, et confirme pleinement tout ce qu'a dit jusqu'à présent le *Bulletin Communiste*.

Le travail fractionnel de Zinoviev

Dès les premiers mots de ce discours, Staline dénonce le travail souterrain accompli durant les derniers mois par Zinoviev et son groupe :

« Je ne vais pas parler de ces gens « souterrains » qui se sont réunis quelque part par là auprès de Kislovodsk et ont procédé à toutes sortes de combinaisons au sujet des organes du C. C... Je voudrais seulement souligner que Lachévitch, qui est intervenu ici avec aplomb contre la politique de combinaisons, s'est trouvé lui-même parmi les « combi-

neurs » et a pris dans la réunion des gens « souterrains » de Kislovodsk une part qui n'était pas des moins importantes. Bah ! que Dieu soit avec lui ! (Rires). »

Puis il flétrit l'opposition qui a répandu secrètement au Congrès un « Recueil de matériaux sur des questions controversées » :

« Dans ce recueil, on dit entre autres, que moi, recevant une délégation de correspondants ruraux, en avril, j'ai exprimé ma sympathie pour l'idée de rétablir la propriété privée du sol. »

Il démontre n'avoir jamais rien dit de pareil et apostrophe rudement les opposants qui le calomnient :

« Pourquoi continuent-ils à répandre toutes sortes de sottises et de légendes à mon sujet ? Comment peuvent-ils, comment l'opposition peut-elle recourir aux méthodes d'une agence de Riga ? Est-il possible qu'ils en soient tombés là ? (Voix diverses : « Honte ! »)

Et après avoir produit une nouvelle réfutation :

« Pourquoi continuer à répandre des calomnies, des sornettes ? Qu'est-ce que cette méthode de lutte ? On dit que c'est une lutte d'idées ! Mais non, camarades, ce n'est pas une lutte d'idées. Dans notre simple langue russe, cela s'appelle simplement « calomnie ».

La calomnie est en effet l'arme favorite des démagogues, ces « pires ennemis de la classe ouvrière », comme disait Lénine. Mais ceux qui l'emploient ne sont pas coupables seulement quand ils visent Staline. L'extraordinaire quantité de calomnies répandues par Zinoviev et ses agents contre nous, contre l'opposition révolutionnaire de toute l'Internationale ne vaut pas mieux que la calomnie dirigée contre Staline. Qui accepte les unes doit accepter l'autre ; qui condamne celle-ci doit repousser celles-là.

Contre la « bolchévisation » à la Zinoviev

Tout en maltraitant ainsi l'opposition, Staline ne néglige pas de traiter... en passant quelques questions théoriques. Il s'en prend successivement à Sokolnikov et Kroupskaïa, déclarant tout net que ces deux camarades n'ont dit que « des sottises » à propos du capitalisme d'Etat et la Nep. « Sottises », — le mot revient comme un leitmotiv.

Mais nous avons dit que pour la clarté de notre exposé, nous traiterons à part ce genre de questions.

Staline attaque de front Zinoviev pour sa conception des rapports avec les paysans, et il s'empare, pour cela, de l'article intitulé *Sur la bolchévisation*, écrit par Zinoviev à l'usage de toutes les sections de l'Internationale et des exécuteurs de ses basses œuvres.

« Dans son article *Sur la bolchévisation*, Zinoviev écrivait cette année :

« Il y a une série de tâches qui sont communes à tous les partis de l'I. C. Ainsi par exemple... une attitude juste envers la paysannerie. Il y a trois couches de la population rurale du monde entier qui peuvent et doivent être conquises par nous et devenir alliées du prolétariat (le prolétariat rural, le semi-prolétariat de la propriété parcelaire et la petite paysannerie qui n'emploie pas de travailleurs salariés). Il y a une autre couche de paysans (les moyens) qui doit être tout au moins neutralisée ». (*Pravda* du 13 janvier 1925).

Cet article n'a pas seulement paru dans la *Pravda* : toute la presse soi-disant bolchévisée en a fait la tarte à la crème de la sinistre bolchévisation. Il s'agit d'un texte sacré, intangible pour la racaille du « léninisme de 1925 ».

« Ainsi écrit Zinoviev sur les paysans moyens, quatre ans après notre 8^e Congrès où Lénine a répudié le mot d'ordre de neutralisation du paysan moyen pour y substituer celui d'une union ferme avec ce paysan moyen. Le camarade Bakaïev demande ce qu'il y a de terrible là-dedans ? Et moi, je vous prierai de comparer l'article de Zinoviev avec celui de Lénine sur le paysan moyen, et de dire si Zinoviev s'est écarté des thèses de Lénine. Oui ou non ? »

Voilà ce que c'est que de prétendre à un « léninisme 100 % », que de fabriquer « par tous les moyens » des « majorités de 100 % »... Un léniniste trouve toujours un plus léniniste qui le léninise...

Cet article sur la bolchévisation, qu'il fallait lire à genoux il y a quelques jours à peine et qui n'est même plus bon à mettre... où vous savez, n'est pas le seul document dont Staline fasse état pour montrer que Zinoviev ne comprend rien au léninisme et qu'il n'a entrepris qu'une parodie de bolchévisation. Le livre de Zinoviev : *Le Léninisme*, et le grand et prétentieux article : *Philosophie de l'époque*, ne valent pas mieux...

A propos de cet article :

« Quand Molotov m'a envoyé cet article (j'étais alors en voyage), j'ai répondu par une critique brutale et acérée. Oui, camarades, je suis un homme franc et brutal, c'est vrai, je ne le nie pas. (Rires.) J'ai répondu par une critique brutale, car on ne peut pas tolérer que Zinoviev taise systématiquement, pendant toute une année, ou falsifie les traits les plus caractéristiques du léninisme dans la question paysanne. Le mot d'ordre d'actualité de notre Parti, c'est l'union avec la masse paysanne principale. »

Zinoviev « falsifie » le léninisme. Bien. Mais alors, que dire des sous-Zinoviev qui sé-

vissent dans les diverses sections de l'Internationale ? Que dire de la besogne infâme accomplie par ces gens depuis deux ans ?

Et les procédés de discussion de Zinoviev ? Ils sont beaux ! Et sa démagogie ? Elle est fraîche ! Voici comment Staline en parle, dans une lettre à Molotov rendue publique seulement maintenant :

« Comparer Boukharine à Stolypine, comme le fait Zinoviev, signifie mentir sur Boukharine. On pourrait de la même façon comparer à Stolypine Lénine, qui a dit : « Commercez et apprenez à commercer ». Le mot d'ordre d'égalité est une démagogie de socialiste-révolutionnaire. Aucune égalité ne peut exister tant qu'il y a des classes et tant qu'il existe un travail qualifié et un travail non qualifié. (Cf. Lénine : L'Etat et la Révolution.) « Ce n'est pas d'une égalité imprécise qu'il faut parler, mais de la suppression des classes, du socialisme. Appeler notre révolution « non-classique » signifie tomber dans le menchévisme. A mon avis, il faut remanier l'article jusque dans sa racine afin qu'il ne revête pas le caractère d'une plate-forme pour le 14^e Congrès. »

Et quand Zinoviev compare Lorient, Rosmer et le soussigné à Paul Lévi, qu'est-ce que cela signifie ? Et quand il nous traite de menchéviks, cet homme qui, selon Staline, « tombe dans le menchévisme » ?

Et nous ne parlons pas des grossièretés obscènes des destructeurs du Parti français. Les mots manqueraient pour les caractériser.

« Il ne faut pas argumenter avec des phrases sur l'égalité, car c'est jouer avec le feu. De même, il ne faut pas jouer avec des phrases sur le léninisme en taisant le mot d'ordre actuel du léninisme dans la question paysanne. »

Staline montre que, souvent, Zinoviev varie, et qualifie sévèrement ces variations :

« Quelle garantie avons-nous que Zinoviev ne chancellera pas encore une petite fois ? C'est là une course d'obstacles, camarades, et non une politique. (Rires. Applaudissements.) Ce n'est pas de la politique, mais de l'hystérie. (Voix diverses : Très bien !) »

Depuis deux ans, nous nous abstenons de dire ce que nous pensons de Zinoviev, malgré les injures de celui-ci, pour ne pas paraître même dénigrer le Parti qui l'a supporté et dont on ignore, en général, qu'il n'est pas solidaire des hommes qui prétendent le plus bruyamment le représenter. Mais la lacune que nous avons laissée ouverte, Staline et ses amis se sont chargés de la combler !

Il reste à tirer de tout cela les conclusions qui s'imposent pour l'Internationale dans son ensemble.

La vérité sur le conflit

Nous avons dit ici, dans le *Bulletin communiste*, la vérité sur le conflit, avons montré ce qu'il y a sous les polémiques artificielles concernant le capitalisme d'Etat ou la question paysanne.

Les camarades sérieux et honnêtes vont maintenant pouvoir comparer nos renseignements à ceux de Staline que nous citerons intégralement :

« Par quoi a commencé notre conflit ? Il a commencé sur la question de savoir « ce qu'il faut faire avec Trotsky ». C'était à la fin de 1924. Le groupe de Léninegrad proposa d'abord d'exclure Trotsky du Parti. (J'envisage ici la période de discussion de 1924.) Le Comité de Léninegrad prit une résolution pour l'exclusion de Trotsky du Parti. Nous, c'est-à-dire la majorité du C. C., n'acceptâmes pas cela. (Voix diverses : « Très bien ! ») Nous avons eu une certaine lutte avec les camarades de Léninegrad et les avons persuadés de renoncer à l'exclusion. Quelque temps après, lors du plénum du C. C., les Léninegradiens, de concert avec Kamenev, exigèrent l'exclusion immédiate de Trotsky du Bureau Politique. Nous n'acceptâmes pas, fûmes en majorité au C. C. et nous bornâmes à écarter Trotsky du Commissariat de la Guerre. Nous ne fûmes pas d'accord avec Zinoviev et Kamenev parce que nous savions que la politique d'amputation est grosse de dangers pour le parti, et que la méthode d'amputation comme celle de la saignée — et ils exigeaient du sang ! — est dangereuse, contagieuse : aujourd'hui, c'est l'un qui est amputé, un autre demain, un troisième après-demain. Que nous restera-t-il ensuite, dans le Parti ? (Applaudissements.)

« Dans ce premier choc à l'intérieur de la majorité du Parti, s'est exprimée la différence fondamentale qui existe entre nous au sujet des questions intérieures du Parti. »

Les camarades qui ont un peu de mémoire se rappellent qu'en 1924 Rosmer et le soussigné eurent précisément le principal souci de mettre nos camarades russes en garde contre cette politique « d'amputation », « de saignée », qui eût signifié la scission du Parti et la guerre civile. C'est dans cet esprit que fut votée au Comité Directeur du Parti français, par 22 voix contre 2, une résolution du soussigné invitant les artisans de la Révolution d'octobre à continuer la révolution ensemble. Les méprisables politiciens qui devaient devenir les « léninistes de 1925 » affirmaient cyniquement qu'il n'était pas question de mettre Trotsky ni Radek à l'écart, encore moins de les exclure. Chacun peut aujourd'hui se rendre compte de quel côté sont ceux qui ont dit vrai, et pensé juste.

« La deuxième question qui provoqua parmi nous des désaccords est liée à l'intervention de Sarkis contre Boukharine, à la 21^e Conférence de Janvier 1925. Sarkis accusa alors Boukharine de syndicalisme. Voici ses paroles :

« Nous avons lu dans la Pravda l'article de Boukharine sur les correspondants ouvriers et ruraux. Les conceptions de Boukharine n'ont pas de partisans dans notre organisation, mais elles sont — peut-on dire — dans leur genre, syndicalistes, non-bolchéviques, anti-Parti, et partagées par une série de ca-

marades, même responsables (je le répète, pas à Léninegrad, mais dans d'autres organisations). Ces conceptions valent de l'indépendance et de l'ex-territorialité de diverses organisations sociales, ouvrières et paysannes vis à vis du Parti communiste. »

Il va sans dire que « Sarkis » signifie ici « Zinoviev », le premier n'étant que le porte-plume du second. Voilà donc Boukharine syndicaliste, non-bolchévique, anti-Parti ! De quel côté qu'on se tourne, dans le Parti russe et dans l'Internationale, ce ne sont que déviations et déformations, altérations, falsifications et trahisons.

Mais enfin, qui donc est encore qualifié pour faire la leçon à autrui, dans l'Internationale ?

« L'affaire se termina sur la reconnaissance publique — par Sarkis — de son erreur. »

Ce n'était pas la peine, assurément, de faire tant de boucan. Nos camarades russes ne pourraient-ils, avant de parler et d'écrire... réfléchir un peu ? Cela leur épargnerait toutes ces tristes chicanes personnelles qui se terminent par la « reconnaissance des erreurs ». Il semblerait que nos chers amis passent la moitié de leur temps à commettre des erreurs et l'autre moitié à les reconnaître. Qu'y gagne le prestige du Parti ?

« La troisième question est celle des Jeunes communistes de Léninegrad... Le Comité des Jeunes de Léninegrad essaya de convoquer presque une conférence pan-russe des Jeunes sans l'assentiment du C. C. des Jeunes. »

Il s'agissait de créer un centre de résistance contre Staline, coupable de s'être opposé à « l'amputation » de Trotsky.

« Voilà pourquoi le C. C. a jugé nécessaire de prendre des mesures pour rafraîchir le C. C. des Jeunes qui avait admis ce séparatisme et pour écarter Sajarov du poste de dirigeant du Comité des Jeunes de Léninegrad. »

Il serait temps de... « rafraîchir » de même quelques comités centraux léninistes d'Europe occidentale...

« La quatrième question posée par Zinoviev a été celle de l'organisation à Léninegrad d'une revue spéciale appelée Le Bolchévique, ayant comme rédaction Zinoviev, Sajarov, Vardine, Sarkis et Tarkhanov. Nous n'acceptâmes pas, déclarant qu'une telle revue, parallèle au Bolchévique de Moscou, deviendrait inévitablement l'organe fractionnel d'une opposition, et qu'une telle mesure déchirerait l'unité du Parti. En d'autres termes, nous interdîmes la publication de la revue. Maintenant, on essaie de nous épouvanter avec le mot « interdiction ». Mais ce sont des bagatelles, camarades. Nous ne sommes pas des libéraux, et pour nous les intérêts du Parti sont au-dessus d'un démocratisme formel. Oui, nous avons interdit la publication d'un organe fractionnel et nous continuerons à interdire dans l'avenir tout ce qui s'en rapprochera. » (Voix diverses : « Très bien ! Parfaitement ! » Tonnerre d'applaudissements.)

Nous avons déjà, au *Bulletin Communiste*, conté l'affaire. Mais nous avons toujours le tort d'être en avance.

Ensuite, la polémique Kroupskaïa-Boukharine, à propos de l'« *Enrichissez-vous* » !

« Kroupskaïa envoie un article contre Boukharine en exigeant sa publication. Boukharine, alors, ne voulant pas être en reste, écrit à son tour un article contre Kroupskaïa. La majorité du C. C. décide de ne pas publier un seul article de discussion, et de proposer à Boukharine de reconnaître le caractère erroné du mot d'ordre « *Enrichissez-vous* », ce à quoi il consentit, et ce qu'il fit après son retour de vacances, dans l'article contre Oustrialov. Maintenant, Kamenev et Zinoviev s'imaginent épouvanter quelqu'un avec le cri « interdiction », s'indignant comme des libéraux que nous ayons interdit l'article de Kroupskaïa. Vous ne faites peur ainsi à personne ! »

Vient alors le rappel, l'implacable rappel des hauts faits de Zinoviev et de Kamenev à l'heure décisive de la Révolution, celle heure sans importance d'après le *minus habens* le plus éminent du Parti français :

« Je connais des fautes de certains camarades — par exemple en octobre 1917 — comparativement auxquelles la faute de Boukharine ne mérite même pas de retenir l'attention. Ces camarades, alors, se sont non seulement trompés, mais eurent « l'audace » d'attenter par deux fois aux plus importantes décisions du C. C. adoptées sous la direction et en présence de Lénine. Et malgré tout, le Parti a oublié ces fautes dès que ces camarades les eurent reconnues. Mais Boukharine n'a commis, en comparaison, qu'une faute insignifiante, et il n'a contrevenu à aucune décision du C. C. Comment expliquer que, malgré cela, on continue encore à faire la chasse à Boukharine ? Enfin, que lui voulez-vous, à Boukharine ? Ils exigent le sang de Boukharine ! C'est cela qu'exige Zinoviev, envenimant la question dans son discours de conclusion.

« C'est le sang de Boukharine que vous exigez ? Nous ne vous le donnerons pas, ce sang, sachez-le bien ! » (Applaudissements. Cris : « Très bien ! »)

En effet : très bien. Mais on a « donné » à Zinoviev la peau des camarades qui n'ont même pas commis l'« *Enrichissez-vous* ! » de Boukharine et dont le seul crime est d'avoir refusé de se prêter à la politique « d'amputation ». Quand se décidera-t-on à réparer cette sorte de dégâts ?

« Plus tard — en liaison avec le plenum d'octobre — nouvelle complication quand l'opposition exigea une discussion publique, quand survint la question de Zaloutsky sur le soi-disant thermidor, et quand enfin la conférence de Léninegrad ouvrit le feu, dès les premiers jours, contre le C. C. J'ai en vue des interventions de Safarov, Sarkis, Chelavine, etc... J'ai en vue l'intervention de Zinoviev, un de ses derniers discours à la fin de la conférence, où il appela celle-ci à la guerre contre les moscovites et proposa de choisir une délégation de gens prêts à la lutte contre le C. C. »

Comme dit l'*Humanité*, tout ça, c'est des inventions de la presse bourgeoise ! Staline est allé chercher ses renseignements chez Bunnau-Varilla.

Que veut la nouvelle opposition ?

Enfin, que veut-elle cette nouvelle opposition qui vient de donner tant de fil à retordre à ceux qui veillent au maintien du « calme » dans le Parti ? Staline constate que les opposants ne sont d'accord sur aucun point, sauf un :

« Mais malgré leur diversité, ils se rencontrent tous sur un point. Sur lequel ? En quoi consiste leur plate-forme ? C'est la réforme du secrétariat du C. C. La seule chose qu'ils aient de commun, ce qui les unit complètement, c'est la question du secrétariat. C'est étrange et ridicule, mais c'est ainsi.

« Cette question a son histoire. En 1923, après le 12^e Congrès, des gens révois dans un « souterrain » (rires) élaborèrent une plate-forme pour supprimer le Bureau Politique et pour potiser le secrétariat, c'est-à-dire transformer le secrétariat en direction politique et administrative, en le composant de Zinoviev, Trotsky et Staline. Quelle est la signification de cette plate-forme ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire : diriger le Parti sans Rykov, sans Kalinine, sans Tomsky, sans Molotov, sans Boukharine. Rien n'est sorti de cette plate-forme, non seulement parce qu'elle était sans principes, mais aussi parce que sans les camarades indiqués par moi, il est impossible de diriger le Parti. »

Autrement dit : on peut diriger le Parti sans Lénine, mais pas sans Molotov. Et il reste entendu que ceux qui parlent de questions personnelles sont des diffamateurs.

« Et maintenant commence — paraît-il — un deuxième stade, opposé au premier. Maintenant, on exige, non pas la politisation du secrétariat mais sa technisation, non la suppression du Bureau politique, mais son omnipotence. »

En d'autres termes, on veut faire pièce à Staline. Nous l'avions déjà dit, mais un peu trop tôt.

Fortes paroles de conclusion :

« Nous sommes contre l'amputation. Nous sommes contre la politique d'amputation. Cela ne signifie pas qu'il est permis aux chefs de se pavaner impunément et de s'asseoir sur la tête des camarades. Non, mille excuses. On ne fera pas de courbettes aux chefs. (Exclamations : « Très bien ! » Applaudissements.) Nous sommes pour l'unité, nous sommes contre les amputations. La politique d'amputation nous répugne. Le Parti veut l'unité, et il la réalisera, avec Kamenev et Zinoviev s'ils le veulent, sans eux s'ils refusent. » (Exclamations : « Très bien ! » Applaudissements.)

Et nous aussi, nous y allons de nos petites « exclamations » : la peste soit de ceux qui se sont permis « de s'asseoir sur la tête des camarades » ! A bas la politique d'amputation, en France comme en Russie ! Exclamations

d'actualité, au moment où une inqualifiable clique procède à l'exclusion des derniers révolutionnaires du Parti communiste français.

Boris Souvarine.

P.-S. — Comme nous l'avions indiqué, la position des vaincus du Congrès est devenue intenable dans les organismes de l'Etat. Kamenev et Sokolnikov sont éliminés de leurs postes et relégués à l'arrière-plan. Rykov devenant, à la place de Kamenev, président du *Conseil du Travail et de la Défense (Sto)*, cet organisme, dont les prérogatives n'ont cessé de décliner sous Kamenev, verra évidemment son rôle s'éteindre peu à peu. Roudzoutak et Kouibychev devenant vice-présidents du *Conseil des Commissaires du Peuple*, cela n'ajoutera pas un atome d'autorité à cette institution,

qui en est à peu près dépourvue. Comme Commissaire du Peuple au Commerce, Kamenev ne saurait améliorer un Commissariat que l'unanimité des communistes sérieux jugent avec grande sévérité. Sokolnikov devient vice-président de la *Commission du Plan*...

Quant à Zinoviev, n'étant commissaire à rien du tout, on ne pouvait l'écarter du « gouvernement » dont il n'est pas membre. Nous avons déjà dit que le président de l'Internationale, étant nommé par le Congrès Mondial (en théorie), il ne peut être révoqué par le Bureau politique russe (en théorie). Mais son rôle personnel peut être considéré comme terminé (en fait).

Comme dit l'*Humanité*, tout ça, c'est des histoires de la presse bourgeoise. Il ne s'est rien passé en Russie, en décembre 1925 !

Le Capitalisme dans l'Agriculture

Dans l'article du camarade Jean Roche je vois, à propos des lotissements de grands domaines agricoles par les marchands de biens, une allusion à ceci : que la concentration capitaliste ne jouerait pas, ou jouerait peu en agriculture. Comme c'est là une assertion très répandue — elle a été faite, notamment, à la tribune du Congrès de Paris de 1922, par Renaud Jean, si mes souvenirs sont exacts — je crois qu'il serait utile de s'expliquer une fois nettement là-dessus.

Il n'a jamais été question, pour Marx, de concentration de la propriété *en général*, mais de concentration *capitaliste*, c'est-à-dire de concentration de la *propriété capitaliste*, ce qui est tout différent. Cette dernière concentration se manifeste tout aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, mais ce qui la masque, lorsqu'on se contente de statistiques (c'est-à-dire d'additions de poireaux avec des choux), c'est qu'en agriculture il existe, à côté de la propriété capitaliste, une toute autre espèce de propriété qu'on pourrait appeler féodale ou rentière, qui, loin de se concentrer, comme le fait la propriété capitaliste, se démembrer.

Est seul propriétaire *capitaliste*, au sens vrai du mot, celui qui se sert de ses droits de propriétaire, à la manière du capitaliste industriel, c'est-à-dire celui qui exploite sa propriété avec ses capitaux ; le gros cultivateur du Nord de la France ou de la région parisienne en est le type. Mais il y a une autre sorte de propriété encore très répandue pour les grands domaines en France : c'est celle où le propriétaire, loin de faire marcher l'entreprise avec ses capitaux, se contente de louer ou de donner en métayage son domaine à des tenanciers plus ou moins dépourvus de capitaux, et à encaisser les redevances. Ce dernier propriétaire, loin d'être comparable à l'industriel capitaliste, est identique au simple propriétaire de maisons urbaines, c'est un rentier, et non un

capitaliste ; au lieu d'utiliser sa propriété pour tirer *profit* de ses capitaux, il se contente d'y prélever une *rente*. Dans les trois quarts de la France, c'est ce type de propriétaire qui prévaut pour la plupart des grandes propriétés.

Cette seconde sorte de propriété n'est certes pas du tout en voie de concentration ; plus ça va, et plus elle disparaît par voie de division entre petits et moyens propriétaires, plus ou moins capitalistes ; et ainsi se trouve effectuée l'opération préliminaire par laquelle se crée la propriété capitaliste agricole, opération à la suite seulement de laquelle la loi de concentration peut jouer.

Dans les colonies, où les phénomènes économiques sont identiques à ceux de la métropole, mais où, n'étant pas gênés par de multiples entraves traditionnelles, ils revêtent un aspect beaucoup plus net, souvent tout à fait schématique le fait est saisissant. En Afrique du Nord, par exemple, il y a une grande propriété féodale qui se divise à très vive allure ; par propriété féodale, je veux dire non seulement les grands domaines arabes, mais aussi ceux possédés par de grandes banques ou sociétés anonymes françaises, que leurs dimensions (cent mille hectares et plus) rendent non susceptibles d'être exploités capitalistement — bien que ce soient des capitalistes qui les possèdent — c'est-à-dire des domaines où le propriétaire, au lieu d'exploiter avec des salariés, se contente de lever des taxes féodales sur les habitants (taxe par gourbi, par tête de bétail, par hectare ensemencé, etc.). Les propriétaires de ces domaines féodaux lotissent actuellement tout ce qu'ils peuvent ; là où il n'y avait qu'un propriétaire, il y a trente ans, la Société féodale, il y a maintenant cinquante, cent, deux cents propriétaires, des propriétaires capitalistes proprement dits.

Au contraire, la propriété du colon, qui est le capitaliste agriculteur type, tend, elle, net-

tement à la concentration. Dans un centre de colonisation, où ont été constituées, à l'origine, des propriétés de cinquante ou cent hectares, il n'y a plus, dix ans après, que des propriétés de deux cents à quatre cents hectares ou moins.

Je crois que si Jean Roche, qui semble très soucieux d'observation directe, voulait diriger ses observations de ce côté, il constaterait

qu'en France, tout comme en Afrique du Nord, les propriétés qui se divisent sont les propriétés de rentiers ou de féodaux, tandis que celles qui « s'arrondissent » sont les propriétés capitalistes proprement dites, et qu'ainsi la loi de concentration *capitaliste* est toute aussi vraie pour l'agriculture que pour l'industrie.

Robert Louzon.

Notre enquête sur l'organisation

Quels sont les résultats obtenus par la transformation ? Combien y a-t-il de cellules, de vraies cellules d'entreprises ? Combien ont une vie active ? Voilà les questions que l'on doit se poser pour répondre à l'enquête du *Bulletin*. Il serait absolument nécessaire que le Parti fasse un inventaire exact, que chaque rayon, chaque fédération indique d'une manière précise les résultats obtenus, donne au Centre non seulement le nombre des cellules, ce qui ne signifie rien, mais leur composition, le nombre d'ouvriers de chaque cellule travaillant dans l'entreprise, etc.

Mais pour que ce travail soit fait sincèrement, il ne faudrait pas qu'il soit accompli par des fonctionnaires, plus préoccupés de justifier leur emploi, d'enfler les résultats obtenus, de bluffer, que de sauvegarder les intérêts du Parti.

Que chacun de nous apporte donc les renseignements recueillis autour de lui. Rassemblons les matériaux qui nous permettront de dresser le bilan de la nouvelle organisation et d'en tirer les conclusions.

Il ne s'agit pas de contester la justesse du principe des cellules qui, s'il pouvait être appliqué, donnerait certainement d'excellents résultats. Il s'agit de savoir :

1. Si, dans l'état actuel du Parti, l'organisation sur la base des cellules peut matériellement être réalisée :

2. Si cette organisation, telle qu'elle est actuellement appliquée, est désirable et si elle peut servir le Parti.

Prenons comme exemple le rayon de Lyon, dont nous sommes membres. Il comprend officiellement 75 cellules. Combien dans ce nombre y a-t-il de cellules d'entreprises, c'est-à-dire ayant la majorité de leurs adhérents travaillant dans l'usine même ? Ne chicanons pas sur les chiffres, basons-nous sur les données du Comité de rayon lui-même. Quelques grosses usines, Berliet, Seguin, les gares, quelques dépôts de tramways ou maximum une dizaine de cellules. Les autres sont des cellules composées exclusivement de « rattachés » ou comptant seulement deux ou trois camarades travaillant dans l'usine.

Donc, première constatation : à Lyon, ville particulièrement industrielle, et par conséquent terrain qui devrait être favorable au développement des cellules, la grosse majorité des adhérents n'est pas organisée dans de véritables cellules d'entreprises. C'est un fait qui ne peut être contesté par personne.

Parmi les autres cellules, quelques-unes font preuve d'une activité relative, parce qu'elles ont à leur tête un ou deux militants actifs, mais la plus grosse partie d'entre elles sont sans vie, groupant seulement quelques adhérents, se réunissant à de longs intervalles ou même pas du tout. Aucune discussion politique dans les réunions, pas de travail suivi, méthodique.

Toutes ces cellules sont en réalité de petites sections de quartier, avec cette différence que les adhérents, pour la plupart isolés, y sont rattachés d'après leur habitation. Ceci rend difficile la tenue des réunions, qui ont lieu à la sortie du travail, comme s'il s'agissait de véritables cellules d'entreprise. Ces réunions, qui sont forcément courtes, ne permettent aucune discussion politique : les adhérents, qui changent de cellules chaque fois qu'ils changent d'usine, s'y renouvellent constamment, créant ainsi une perturbation continuelle ; telle cellule, hier vivante, est aujourd'hui inactive.

En somme, les cellules telles qu'elles existent actuellement, ont tous les inconvénients des véritables cellules. Mais elles n'en ont pas les avantages.

Voilà les constatations que l'on peut faire à Lyon et il est probable que partout la situation est la même. (Les renseignements que nous avons montrés même que, dans certaines fédérations, le mal est plus grand encore.)

Alors, que faut-il faire ? Devons-nous persister dans cette voie ? Avons-nous l'espoir d'améliorer cette situation, de créer de véritables cellules dans un avenir rapproché ? L'expérience d'une année démontre clairement que, dans l'état actuel du Parti, cela est pratiquement impossible.

Certes, une telle organisation serait désirable. Le Parti y gagnerait en influence. Mais présentement, le Parti n'est pas capable de la réaliser.

Nous avons fait une erreur. Reconnaissons-la et corrigeons-la avant qu'il soit trop tard.

Si nous voulons rendre au Parti sa vie politique, faire l'éducation de nos adhérents, en recruter de nouveaux et, chose plus difficile, les garder dans nos rangs, il faut en finir avec ces organismes hybrides qui ne sont ni des cellules ni des sections, mais qui ont tous les inconvénients des deux.

Donnons au Parti la possibilité de se réunir, de s'éduquer par une forme d'organisation appropriée. Et dans la période actuelle, il faudra certainement revenir à une organisation d'après le lieu d'habitation.

Mais si nous demandons la suppression radicale des pseudo-cellules, ceci ne veut pas dire qu'il faut supprimer aussi les cellules véritables ; au contraire, il faut si possible en créer dans chaque usine. Mais comme ce système ne peut être appliqué qu'à la minorité de nos adhérents (l'expérience le démontre), il n'est pas possible de faire remplir à ces cellules tout le travail du Parti. Donnons-leur donc seulement un rôle de travail et de propagande au sein de l'usine, faisons-en des groupes de travail dans les entreprises.

Quand le Parti sera assez puissant, ou s'il est réduit à l'illégalité, ces cellules auront peut-être un autre rôle à jouer. Mais nous n'en sommes pas là.

E. Péju.

Le problème agraire en France

II. — Paysans et Paysans

(Suite)

Dans la mesure où la propriété paysanne est constituée depuis longtemps, alors qu'en d'autres pays elle date au plus de trois quarts de siècle et que, ailleurs, elle n'est pas encore aujourd'hui tout à fait constituée, le paysan moyen a profité d'une *accumulation de richesse*. Il n'a pas sué pour payer sa terre, acquise depuis des générations ; il débute avec des champs, un cheptel et un outillage qui, chevaux compris, représentent bien une valeur de 30.000 francs, somme que le petit paysan mettrait fort longtemps à gagner. Ce type de paysan, assez répandu dans l'Est (1), région de propriété déjà ancienne, et qui semble convenir aux plaines riches et aux plateaux de Lorraine et de Champagne, est un cas moins fréquent dans d'autres pays. Il confine à une certaine classe, éparse elle aussi, formant une sorte de bourgeoisie rurale composée de gros paysans qui travaillent, ou de hobereaux qui font travailler, mais qui ont pris du goût à la culture et qui ne sont plus seulement des paysans amateurs.

Nous ne saurions oublier non plus ces fermiers des pays de grande culture qui ont une auto pour leurs déplacements et qui prennent leur retraite dans des villas, ni les fermiers généraux tels que ceux qui exploitent les métayers du Bourbonnais. Enfin, nous devons mentionner l'espèce des courtiers et des maquignons tirant du paysan de gros profits et ayant, surtout les derniers, réalisé de vraies fortunes qu'ils ont en partie transformées en terres.

Cette classe paysanne, plus ou moins embourgeoisée, n'est pas routinière dans son travail, qu'elle cherche à moderniser. C'est même autour d'elle que rayonnent la plupart des progrès techniques dont elle tente d'abord l'expérience avant qu'ils se vulgarisent.

Mais en même temps elle devient égoïste, elle veut paraître et voit avec satisfaction sa supériorité matérielle sur d'autres paysans. Il est même à craindre qu'elle ne devienne socialement conservatrice et qu'elle entraîne avec elle bon nombre de paysans moyens, tellement les limites sont peu nettes d'une classe à l'autre.

Ajoutons que cette classe, dont les gouvernements bourgeois successifs ont voulu se faire une alliée, a été jusqu'à présent épargnée par le fisc bourgeois. Il n'est pas inutile de dire ici que si le petit paysan qui ne paie presque pas d'impôts directs, sinon sur sa maison, bénéficie, égal en cela à l'ouvrier exonéré, d'un dégrèvement tout légitime, par contre, de nombreux paysans

(1) Il ne faudrait pas croire ces pays soumis exclusivement au régime de la moyenne propriété. Il y reste, en effet, des témoins du passé sous la forme de *manouvriers*, anciens ouvriers des forges disparues, anciens bûcherons, etc., parvenus à acheter de la terre mais n'en ayant pas assez pour pouvoir disposer d'attelages de chevaux, ce qui les subordonne, pour le labeur, la moisson et les charrois (dans ces pays où la culture à l'aide du cheval est jugée indispensable aux *cultivateurs* dont ils constituent la main-d'œuvre. Différenciation technique curieuse, et qui crée ainsi dans le même village deux classes distinctes de paysans. Ce serait une déchéance pour la fille d'un cultivateur d'épouser le fils d'un manouvrier. Pourtant les cultivateurs travaillent autant que les manouvriers !

moyens ont profité, depuis la guerre, d'une situation trop favorable dont ils finissent eux-mêmes par être étonnés et qui scandalise ceux qui les approchent, contribuant ainsi à entretenir des divisions fâcheuses entre travailleurs.

Il est d'ailleurs des circonstances qui atténuent en partie ces conflits, qui estompent les traits de cette différenciation. Nous en avons au passage signalé quelques-unes. L'ouvrier agricole est parfois en même temps petit propriétaire, ainsi que le fermier et le métayer. Dans bien des cas, le fermier a la chance de payer des loyers assez bas. En outre, comme la valeur de la terre a été tout au plus multipliée par trois, c'est-à-dire, en définitive, a diminué par rapport aux autres marchandises, il est assez facile à de petits propriétaires, à des fermiers et à des métayers d'en acquérir un lopin, quand par hasard l'occasion s'en présente. *Il y a donc à la campagne trop de catégories et trop de nuances pour qu'on y voie se dessiner avec ampleur et sans intermédiaires, des classes nettement tranchées comme la classe capitaliste et la classe ouvrière industrielles.*

Tandis que certains éléments du prolétariat agricole (somme toute assez peu nombreux) peuvent s'évader du salariat et accéder à la petite propriété ou à l'artisanat rural, ce même prolétariat s'appauvrit en nombre pour être absorbé par larges masses dans le prolétariat industriel des villes. D'autre part, *la baisse de la natalité* l'empêche de conquérir de nouveaux éléments.

Ne voulant pas exposer à des partages leur propriété trop péniblement conquise et conservée, les paysans ont voulu avoir moins d'enfants, ce qui a empêché pour l'avenir bien des chutes irrémédiables dans le prolétariat rural.

L'émigration, elle, est un effort pour régler non pas les naissances, mais le nombre de ceux qui vivront à la campagne. Elle réduit le prolétariat agricole et empêche la terre d'être indéfiniment partagée ; elle protège donc la petite propriété, tout en rendant moins nombreuse la classe des domestiques et des tâcherons, ce qui enlève une bonne partie de son acuité à la lutte des classes campagnarde. On sait que cette émigration a pris un grand essor lorsqu'à partir du milieu du XIX^e siècle l'industrie et les communications se sont développées. Il ne serait pas difficile de montrer que c'est grâce à elle que beaucoup de campagnes ont pu sortir de leur misère, liée à l'ancien surpeuplement, et qu'ailleurs l'émigration a favorisé les restants auxquels elle a permis d'acheter de la terre. Il est même arrivé qu'elle a laissé de nombreuses terres disponibles à un prix relativement bas, et les voisins ont pu faire jouer à leur profit une certaine concentration de la terre facilitée par ce bas prix.

Elle a, en outre, donné aux hommes transplantés en ville des besoins nouveaux, c'est-à-dire accru la consommation et rendu ainsi plus pressant cet appel moderne aux produits campagnards.

Le fait qu'elle a renouvelé la classe ouvrière d'un sang plus lourd, mais plus robuste et non anémié par les villes ne doit pas nous laisser indifférents. Elle grossit, en effet, l'armée du prolétariat industriel en soulageant le prolétariat agricole. *Cette lutte des classes qu'elle amortit à la campagne, elle la rend en revanche plus nette*

dans tout le pays quand elle renferme la masse ouvrière qui doit sauvegarder les intérêts révolutionnaires en face de cette masse paysanne indécise ou sourdement hostile à la révolution, en tout cas difficile à conquérir. La croissance pléthorique des villes est certainement une monstruosité du régime capitaliste, mais pour prendre les choses telles qu'elles sont et pour tabler sur nos ressources, nous devons voir dans l'émigration autre chose qu'un mal. Nous n'avons jamais compris que des communistes tiennent, à l'endroit de cette émigration, le langage des bourgeois larmoyants qui considèrent la paysannerie comme le rempart le plus solide de la conservation sociale et qui, ne voyant même pas que si l'émigration ne s'était pas produite, cette petite propriété à laquelle ils tiennent tant n'aurait pas pu se constituer partout, font de ce fait social le pire des fléaux et préchent, non sans niaiserie, le retour à la terre.

Nous sommes bien obligés de reconnaître que cette émigration, où certains voient un signe d'anémie, a, au contraire, donné une impulsion nou-

velle au progrès rural. Le fait qu'elle se produit montre évidemment qu'il y a une crise agraire à résoudre, un paupérisme à éviter ; mais elle apporte déjà des résultats en permettant aux paysans restants une meilleure existence et l'utilisation de moyens techniques perfectionnés grâce auxquels il n'est pas à redouter, sauf si l'on envisage des crises comme la guerre, une diminution de la production nationale agricole du fait de l'émigration. Il n'y aurait, pour s'en persuader, qu'à comparer la production actuelle et celle des campagnes françaises surpeuplées de 1850.

Pour diverses raisons, il est nécessaire de nous faire de l'émigration une idée un peu plus marxiste, de l'envisager comme un phénomène social inévitable en régime capitaliste, comme un remède spontané à la misère rurale, en attendant que la classe ouvrière des villes, issue en grande partie de cette émigration, se souvienne des champs qu'elle a quittés pour les faire bénéficier des solutions communistes.

Jean Roche.

(A suivre.)

Le Mouvement ouvrier international

FRANCE.

Exclusion de deux ouvriers

Nos camarades Prudhomme et Pelletier, ouvriers métallurgistes, ont été exclus du Parti, sans bruit.

Motif : ils étaient de l'opposition, amis de la *Révolution Proletarienne* et du *Bulletin Communiste*.

Qui les a exclus ? De quel droit ? En vertu de quel article des statuts ?

Ce sont là des questions oiseuses. En régime de Léchévisation, il faut suivre une clique ou être chassé..

Encore quelques jours, et ce qui reste de communistes sera hors du Parti. Les léninistes de 1925 pourront, en paix, prononcer des discours nationalistes à la Chambre.

Exclusion d'une douzaine d'ouvriers

L'*Humanité* du 18 publiait la note discrète suivante :

« Pour n'avoir pas fait grève lors de la grève corporative de la S.T.C.R.P. : Garot, Drieux, Que-
nard, Pohaut, Delville, Boisard, Trapp, Barrisel, Humbert, Petrez, Mettay, Golsier, sont exclus du Parti. Cette décision du rayon et de la cellule a été ratifiée par la Région parisienne. »

Comment se fait-il que ces camarades soient exclus trois mois après la grève ? Pour quelles raisons n'ont-ils pas participé à la grève ? Voilà ce qu'on ne dit pas.

Après la grève générale ratée d'octobre, les bolchévisateurs se mirent à parler d'exclure les communistes non-grévistes. Mais il ne fallut que quarante-huit heures pour s'apercevoir que l'immense majorité des ouvriers du Parti n'avaient pas fait grève.

Ils n'avaient pas fait grève parce qu'ils estimèrent le mot d'ordre insensé dans les conditions où il fut lancé. Ils savaient que personne ne marcherait et qu'ils seraient seuls, en nombre infime, ridicules, et chassés inutilement de leur emploi.

La combinaison de la grève « corporative » des T.C.R.P. avec la grève générale politique, idée

remarquable des saboteurs du communisme, plaçait les camarades non grévistes des T.C.R.P. dans la même situation que ceux des autres corporations n'ayant pas fait grève.

Fallait-il faire payer par les militants du rang les fautes des « chels » ?

Exclusion d'Aucouturier

Notre ami et collaborateur de la première heure, Georges Aucouturier, a été exclu, en son absence, par sa cellule, et aussitôt après par le Comité central.

L'heure approche où un révolutionnaire véritable rougira de ne pas être exclu du Parti.

Plusieurs de nos collaborateurs sont également menacés d'exclusion à bref délai. « Tous les moyens » sont mis en œuvre. Peut-être certains seront-ils exclus quand paraîtra ce numéro du *Bulletin*..

La « politique d'amputation », répudiée par Staline, en Russie, est toujours en vigueur en France. Au point où en est tombé le Parti, cela ne revêt plus grande importance.

Dans le 6^e Rayon parisien

Le Comité du 6^e rayon, lisez deux ou trois néo-bolchéviks, a décidé l'exclusion des camarades Mahouy, Hattenberger, Leroy et Lacoste, par la décision ainsi rédigée :

Se déclare d'accord pour que la discussion la plus large ait lieu au sein du rayon et décide à cet effet une conférence extraordinaire pour le 31 janvier ;

Demande à la direction de maintenir la discipline nécessaire à l'intérieur du Parti pendant la discussion ;

Constatant que malgré la demande du B. P. aux camarades Mahouy, du Comité de rédaction du B. C. et Lacoste, du noyau de la R. P., ceux-ci n'ont pas cessé leur collaboration à des organes contre-révolutionnaires et que même dans le no du B. C. du 8 courant, le camarade Hattenberger et Georges Leroy figurent à côté de Mahouy dans le Comité de rédaction ;

Considérant que par leur acte d'indiscipline ces camarades se sont mis d'eux-mêmes hors du Parti ;

Déclare les camarades Mahouy, Hattenberger, Leroy et Lacoste exclus à l'unanimité, et demande aux cellules de ratifier leur exclusion.

Nous, comité de rayon, *décidons*. Vous, cellules, *ratifiez et... rompez*. C'est si vrai que les cellules 28 et Lecourbe ont voté à l'unanimité un texte qui demandait que, pour se prononcer en connaissance de cause sur les exclusions réclamées par le comité de rayon, elles demandaient que les camarades visés pussent se rendre dans chaque cellule pour expliquer eux-mêmes leur position.

De ces votes, aucun compte n'est tenu par le comité de rayon.

Et puis, après ? vous rétorqueront nos récents bolchévisés... La cellule Saint-Charles, dites-vous, après une longue discussion, « approuve la nécessité de donner aux camarades visés la possibilité de s'expliquer devant les camarades du 6^e rayon, au sujet de leur exclusion, et décide de demander au comité de rayon de remettre, à cet effet, la question des exclusions à la conférence extraordinaire qui aura lieu le 31 janvier 1926 ».

Qu'est-ce que tous ces votes peuvent bien nous faire, à nous, « sommet » du rayon ? Tout ça, c'est de la rigolade, car il faut vraiment que les copains de la base aient la vue bien faible pour ne pas s'être encore rendu compte que si l'on demande leur avis, c'est seulement quand il est conforme au nôtre. En dehors de ces vérités élémentaires, les motions des cellules 28, Lecourbe et Saint-Charles ne sont qu'opportunisme, que confusionisme, etc.

Pour cette fois encore, nous allons préciser notre tactique, et reprenez-la bien pour que l'on ne soit pas obligé d'y revenir à chaque fois :

Nous clamons à tous les échos qu'une large discussion est ouverte dans le rayon. Au préalable, nous avons pris la précaution de saisir les quarante-cinq cellules de notre ressort, pour *ratification* du texte que l'on a lu ci-dessus. Comme, sur les quarante-cinq cellules il y en a bon nombre qui n'existent que par intermittence, lorsque nous avons besoin d'un vote, la lutte chez celles-ci ne sera pas chaude. Chez les autres, et tenant à éviter les déraillements toujours possibles, nous nous rendrons en personne, pour faire voter notre texte. Si vous tenez compte que les ex-camarades visés ne pourront s'exprimer que dans quatre ou cinq cellules, nous aurons quarante cellules avec nous qui, ayant mandaté leurs délégués, voteront comme un seul homme l'exclusion des pestiférés.

Vous le voyez, ce n'est pas très compliqué ; un bon appareil d'automates, et le tour est joué. Et puis, cela permettra aux « délégués » du P.C.F. à l'Exécutif d'affirmer, sans honte, que les exclusions ont été imposées par les masses profondes (!) du Parti.

Pauvre Parti !

C. HATTENBERGER.

Comment on trompe les camarades

A l'assemblée (dite d'information) de la Région parisienne du 9 janvier, Mennerau, permanent du nouveau 7^e rayon « 12^e et 37^e anciens rayons fusionnés », a déclaré :

« J'ai visité l'ancien 12^e rayon ; si, dans ce rayon, certaines cellules ont disparu, c'est à cause uniquement de la droite qui décourageait les camarades. » (*Humanité* du 11 janvier.)

Indigné, j'ai protesté contre cette inexactitude et qualifié son auteur comme il convenait.

Le rédacteur de l'*Humanité* n'a pas cru devoir insérer dans son compte rendu ma protestation.

Le rayon était, en effet, en décomposition, mais pour des raisons valables pour tous les rayons : à cause de la transformation *mécanique* de l'ancienne organisation du Parti en cellules.

J'ai signalé à Costes, secrétaire de la Région parisienne, la désorganisation du 12^e rayon, et il m'a répondu qu'il en connaissait la situation et s'efforçait d'y remédier.

A une réunion de la Commission syndicale centrale, j'ai signalé que, dans mon rayon, beaucoup de camarades étaient sans cellules ; *moi-même, je n'en avais pas*, et ceci depuis six mois, malgré plusieurs lettres au secrétaire du rayon ! Sauvage en était tout étonné...

Dans ce rayon, nous étions deux camarades connus comme étant de l'opposition, Noël et le signataire de ces lignes : en admettant un instant que l'affirmation du fonctionnaire soit exacte, quel travail de « désorganisation » aurions-nous pu faire ?

Mais il y a mieux : le 10 janvier, à la Conférence du rayon, Mennereau me disait : « Ce n'est pas toi que je visais hier, mais Noël. »

Ayant demandé au camarade Noël quelle avait été son activité dans le rayon, voici sa réponse :

« Je suis venu à la cellule 406 au mois de mai 1925 et j'ai été obligé de me rendre au domicile personnel de mon secrétaire de cellule, *car celle-ci ne se réunissait jamais*.

« J'ai pris la cellule en mains pour essayer de la faire vivre, et je l'ai réunie régulièrement une fois par semaine, pendant un temps assez long. Mes efforts ont été reconnus publiquement, dans une assemblée de rayon, à Clichy, par Johanne, secrétaire du rayon.

« Cependant, la cellule ayant une vie artificielle, je n'ai pu la faire vivre réellement, car nous sommes tous *des isolés* dans cette cellule ; « c'est d'ailleurs le cas d'un très grand nombre de cellules » ; et nous quittons, les uns et les autres, notre travail à des heures fort différentes. « Dernièrement, un Comité de sous-rayon a pris naissance, dont je fais partie. »

Voilà les camarades qu'on accuse d'être des saboteurs. C'est ainsi qu'on discrédite des militants et qu'on crée autour de l'opposition une atmosphère artificielle de haine.

Il est vrai que nous en avons vu d'autres : cela nous rajoint de neuf ans ! Pendant la guerre, ceux qui luttèrent autour de Lorient et de Merheim contre le massacre étaient traités de « vendus à l'Allemagne », et l'on demandait même notre exclusion du Parti socialiste.

Actuellement, la formule a changé : nous sommes des « contre-révolutionnaires ». Mais aujourd'hui, comme en 1917, malgré les injures et les mensonges, nous continuerons à nous dresser contre ceux qui mènent notre Parti à la faillite.

DELSOL.

Le Comité de Rédaction : ALBRESPY, AU-COURTIER, BARAT, BARRUÉ, BASILAIRE, BASTIN, BERTRAND, Marthe BIGOT, V. CARUEL, COURANT, DELAHAYE, DELSOL, DESSAY, DUC, V. ENGLER, FULCONIS, GENTILLEZZA, Germaine GOULON, GOURGET, GRANDIN, Roger HAIRIUS, C. HATTENBERGER, JOLY, P. KAN, LACOSTE, T. LEMASSON, LEMIRE, LEPRINCE, LEROY, J. MAQUARRE, MAHOY, MAILLAND, S. MENANT, MOLINIÉ, Antoine RICHARD, Jeanne RICHARD, L. NOEL, PÉJU, ROUX, SAINT-JACQUES, H. SUCHE, THIONVILLE, B. SOUVARINE, SOUZY, VI-DALEINQ.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.